

Force Ouvrière

SECTION FINANCES PUBLIQUES DE PARIS

Le syndicat qui reste un syndicat

FO Paris. Drfip, 94 rue Réaumur 75002 Paris

☎ 01.55.80.66.43

site web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/075/> et <http://www.fo-dgfip.fr/> Fax 01.55.80.66.49Courriel : fo.drfip75@dgfip.finances.gouv.fr

08/10/2018

CHSCTi de Paris : compte-rendu de la 139^{ème} réunion du 18/09/2018.

I – Information relative à la fermeture des centres médicaux

1) L'État cantonne volontairement la formation de médecins, dans le but de réduire l'offre médicale.

Cela crée une concurrence pour le recrutement des médecins et une difficulté à avoir des médecins.

2) 40 des 198 centres médicaux utilisables par les médecins ne sont pas aménagés ou équipés assez, notamment pour mettre en place le dossier médical informatisé :

- la configuration des locaux : cabinet médical, salle d'attente, installation sanitaire ;

- l'aménagement : superficie, confidentialité, hygiène, accessibilité PMR, sécurité ;

- l'installation et l'aménagement de la partie « administrative » : bureau, connexion informatique, ligne téléphonique directe.

De plus, les médecins y reçoivent peu d'agents.

Le Ministère ferme donc ces centres.

3) Aucun centre à Paris n'est fermé. La fermeture contribue à diminuer les déplacements des médecins dans les centres fermés, améliorant selon l'administration l'attractivité de leur travail.

FO FINANCES estime que quelques jours de déplacement par an dans ces centres n'étaient pas une contrainte, et **s'inquiète du suivi médical des agents.**

II – Etat des dispositifs de vidéosurveillance des caméras de vidéo-protection présentes sur les sites.

1) Les objectifs de l'installation des caméras sont la **sécurité des personnes, des biens, et des données.**

2) Les caméras relèvent de deux régimes déclaratifs :

. Les caméras installées dans la « zone publique » : déclaration à la Préfecture),

. Les caméras installées dans la « zone administrative », et la zone de circulation des convoyeurs de fonds et protection du caissier » : déclaration à la CNIL.

3) L'administration explique que la fonction des caméras (qui ne sont ni orientables) est la compréhension de la situation et non la gestion de la crise.

Les caméras servent à comprendre la situation à distance et à agir si besoin.



III – Actualité sur l'accueil dans les SIP

1) La semaine du **03/09/2018 au 14/09/2018** a été très fréquentée à Paris : 27,4 % de hausse.

La conjonction du télé-paiement obligatoire (abaissement du seuil à 1 000 euros), la date butoir du 15/09/2018 pour exercer l'option sur le taux de prélèvement à la source applicable (il y avait confusion entre le choix du taux et le choix de l'option) ont attiré les foules.

2) Une baisse tendancielle de l'accueil apparaît selon l'administration.

Mais **la hausse continue sur certains sites.** Et les agents d'accueil d'orientation sont sous pression. Aussi :

. A **Paganini**, les représentants se sont exprimés pour demander le remplacement des 2 agents B de l'accueil spécialisé. Ils ont sollicité une audience (obtenue le 05/10/2018). Une **étude ergonomique** a aussi débuté.

. Pour **ARGONNE**, **FO FINANCES** a insisté pour le retour d'un agent A soutien d'accueil au **SIP Buttes Chaumont**. D'autant que l'administration dispose de quelques EDR (échelons de renfort) à déplacer.

3) L'administration s'est engagée à observer la situation des deux SIP, mais a estimé l'évaluation des effectifs d'accueil difficile , surtout qu'elle dépend des protocoles ; en cas de période de pointe, un planning d'accueil est mis en place.	Après sur certains sites, des accueils tournants sont indiqués (pareil pour la caisse). 4) Conclusion : en principe, l'administration insiste pour que les agents d'accueil enregistrent bien les visites, mais compte sur les chefs de service pour organiser l'accueil même s'ils subissent un déficit d'effectif.
---	---

IV – **Dossier harcèlement moral - sexuel et agressions sexistes**


1) Le phénomène « Me too » donnait une actualité au sujet. Mais les directions estiment le harcèlement limité. 2) Les directions ne font pas de communication particulière sur le phénomène, et l'évoquent à l'occasion de formations thématiques. Ainsi, cette année, la douane a mis en avant le thème « discrétion et secret professionnel » dans ses réunions.	3) Les directions réagissent ponctuellement aux situations individuelles et collectives difficiles, Les cas compliqués impliquent une enquête administrative : recevoir les gens, les écouter, prévenir les gens de leurs excès, et s'entretenir avec la direction générale en cas de situation de nature disciplinaire. 4) FO FINANCES recommande aux personnes s'estimant victime de collecter preuves et témoignages.
---	---

V – **Point d'actualité sur les fusions/réorganisations et travaux en cours**

1) Saint-Petersbourg. Les 1 ^{er} et 2 ^{ème} étages seront rénovés dans le cadre de la fusion des SIP, le 3 ^{ème} étage, l'année suivante. 2) MICHEL LE COMTE. Une procédure d' ergonomie est lancée, suite à la réorganisation du SIE par le chef de service. 3) BEURET. Demandes complémentaires du chef PCE de ré-aménagement, peinture (faits en septembre). Le PCE d' ABBE GROULT , déménagera vers BEURET en 2019. 4) BANQUE. Réorganisation des espaces de travail des SIE , et projet de remplacement du revêtement du 1 ^{er} étage d'octobre à fin novembre. 5) LONDRES. SDE (inauguré en oct. 2017), finalisation de pose de linoleum remplaçant la moquette. 6) EUGENE CARRIERE. Projet de travaux (pas avant 2019) une fois les services fusionnés (SIP) localisés. 7) SAINT-HILAIRE. Des échanges ont eu lieu dans le cadre de l'installation future du PCE 5-13ème.	8) Saint-Sulpice. Les travaux ont commencé dans la cour, mais aussi au 4ème étage (rénovation des peintures et tapisseries). 9) Geoffroy-St-Hilaire , attente d'un autre devis pour le remplacement de la VMC. 10) PAGANINI. Les représentants souhaitent une étude ergonomique pour la fusion de secteurs (SIP Charonne) ; . une permutation de SPF est à l'étude pour réunir 2 CDIF en novembre. 11) PARADIS Projet d'écouter les agents et ré-examiner le projet d'aménagement des secteurs fusionnés SIP, en présence d' ergonome. 12) Douane. Rue Y Toudic. Les travaux (mi-octobre à mi-décembre) ont pour but de rapprocher le secrétariat de la D I, de créer un bureau pour l'adjointe de la D I, moderniser la salle de conférence très utilisée, rajouter des prises pour l'informatique, créer une tisanerie au bout du couloir et rafraîchir les peintures.
---	--

VI - **FO FINANCES revendique des moyens en personnel et crédits pour garantir une politique d'hygiène, de sécurité, de santé et des conditions de travail de haut niveau. N'hésitez pas à contacter ses représentants : Jean-Baptiste Chollet (Drfip, UZES), Pascale Brizio (Douanes).**

fo.drif75@dgif.finances.gouv.fr

BULLETIN D'ADHESION (à renvoyer à : FO DGFIP Paris , 94 rue Réaumur, 75002 Paris)	
	NOM : ----- PRENOM : ----- GRADE : ----- AFFECTATION : ----- déclare vouloir adhérer au Syndicat FORCE OUVRIERE FINANCES PUBLIQUES Fait à ----- le ----- (signature)
→ 66 % de la cotisation syndicale est déductible du montant de l'impôt sur le revenu (pour connaître le barème, nous contacter).	